

### LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE STIGMATISE LA FONCTION PUBLIQUE ET SES AGENTS



C'est donc à la hussarde que le gouvernement a fait part de sa décision de trouver 10 milliards d'euros d'économies en passant par voie de décret après une annonce dans un journal télévisé.

Selon Bercy, il s'agirait d'un « *gage d'efficacité et de rapidité* » : cette

méthode qui méprise le Parlement et la démocratie ne cache-t-elle pas plutôt le refus de recourir à un 24<sup>ème</sup> 49-3 ? De plus, à nouveau les fonctionnaires et la fonction publique sont regardés comme une dépense et considérés comme une variable d'ajustement budgétaire sans tenir compte des besoins de fonctionnement des services publics !

A nouveau, ce Président de la République et son gouvernement affichent clairement leur désintérêt pour la fonction publique et ses 5,7 millions d'agents, en dépit des flatteries et remerciements à l'égard des agents publics lors des attentats, de la crise COVID, des crises climatiques, entre autres, .... qui paraissent bien dérisoires et même démagogiques.

Sans oublier que, dans le même temps, tous les employeurs publics sollicitent les agents, et même imposent ou interdisent des congés dans la perspective des jeux olympiques et paralympiques (ou refusent le Pont naturel de l'Ascension dans certaines directions de la DGFIP ...dont celle de Loire-Atlantique).

Cette annonce unilatérale du ministre, d'une réduction de 10 milliards dont la moitié pour la seule fonction publique de l'État, interroge, par ailleurs, sur l'intérêt d'avoir nommé un Ministre de plein exercice, Stanislas Guérini sans marge de manœuvre : aucune possibilité d'améliorer l'accès au logement social et intermédiaire des agents publics ni d'améliorer les carrières des fonctionnaires en 2025 alors que Bruno Le Maire a déjà annoncé une coupe supplémentaire de 12 milliards !

De même, le report d'un an des recrutements programmés en 2024 confirme que c'est la masse salariale des fonctionnaires qui est dans le collimateur.

Nous comprenons mieux pourquoi Stanislas Guérini refuse de mettre en place des mesures générales comme la revalorisation du point d'indice et veut remettre en cause les fondements statutaires de la rémunération pour instaurer le salaire au mérite.

Informer. Mobiliser pour résister. Revendiquer et reconquérir

Pour **FO Fonction publique** ces annonces, qui programment une année blanche sur les salaires en 2024, sont inacceptables et vont dégrader davantage encore les conditions de travail et de vie des agents.

**C'est pourquoi FO Fonction publique invite tous les agents à répondre massivement à l'appel intersyndical du mardi 19 mars 2024. ([lire ICI](#)).**



### FO CONTRE LE DÉREMBOURSEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le gouvernement, selon la volonté du chef de l'Etat vient d'augmenter de 100% les restes à charge à l'encontre des assurés sociaux.

Ce doublement des restes à charge concerne les consultations, les médicaments, tous les actes médicaux et paramédicaux ainsi que les transports sanitaires.

Cette « *taxe sur les malades* » fragilisera encore les plus faibles. Les malades n'ont pas la maîtrise des actes médicaux qui sont du ressort des médecins prescripteurs.

Les restes à charge, les dépassements d'honoraires (parfois honteux!!!) et le coût des complémentaires santé obligent trop d'assurés à reporter voire même à renoncer aux soins dont ils ont besoin.

De même ils vont contribuer à dégrader encore le pouvoir d'achat des retraités et pensionnés.

Tout comme le Conseil National de l'Assurance Maladie, **FO** dénonce et s'oppose vivement au doublement des franchises et participations forfaitaires des soins de santé.

**FO** est attaché aux valeurs de solidarité, fondatrice de la sécurité sociale, où chacun cotise selon ses moyens et bénéficie selon ses besoins.